

**ARRÊTÉ N° 2016- 311**  
**OCCUPATION DE VOIRIE**

Le Maire de la Ville de Juvignac,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.2211-1, L.2212-1 et L2212-2 1°,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

**VU** la demande de l'entreprise SCAM Travaux Publics en date du 08 aout 2016

**CONSIDERANT** que les travaux d'extension du réseau d'eau potable, nécessitent l'occupation du domaine public.

**ARRÊTE**

**Art.1** : Du 29 aout au 9 septembre 2016 l'entreprise SCAM Travaux Publics est autorisée à occuper le domaine public, au droit du numéro 51 de la rue du Luminaire

**Art.2** : La voie sera occupée par demi-chaussée

**Art.3** : La circulation des véhicules sera maintenue, en alternat par feu mobiles ou piquets K10.

**Art.4** : Les droits des tiers seront et demeureront préservés.

**Art.5** : Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise SCAM Travaux Publics sous le contrôle de la Régie des Eaux pendant toute la durée du chantier.

**Art.6** : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur état premier

**Art.7** : Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués pour la commune dans l'intérêt général

**Art.8** : La présente autorisation est pour tout ou partie révocable sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non-respect par les permissionnaires des articles ci-dessus

**Art.9** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires seront constatées par des procès verbaux, transmis aux tribunaux compétents

**Art.10** : Le Directeur Général des Services, le Directeur de l'Aménagement, du Développement de la ville et de la vie Economique, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Juvignac, le 11 août 2016

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation,

Premier adjoint délégué,

aux Affaires générales, aux Ressources Humaines  
et à la sécurité

Jacques BOUSQUEL

997, les allées de l'Europe 34990 JUVIGNAC  
Tél. 04 67 10 42 42 – Fax : 04 67 10 40 49

[www.juvignac.fr](http://www.juvignac.fr)  
[mairie@juvignac.fr](mailto:mairie@juvignac.fr)

